

|           |                         |                                      |
|-----------|-------------------------|--------------------------------------|
| <b>Ré</b> | <i>volution sociale</i> | <b>CNT - FAI</b>                     |
| <b>Ré</b> | <i>action</i>           | <b>Bourgeoisie &amp; Communistes</b> |
| <b>Ré</b> | <i>tirada</i>           | <b>Républicains ?...</b>             |

### La République & l'Espagne : je t'aime... moi non plus !

★ La République, c'est le régime qu'a connu l'Espagne une première fois, de 1872 à 1873.

L'Espagne est partagée entre deux tendances, une tendance favorable à la décentralisation mais résolument unitaire, et une tendance **fédéraliste**. Un peu partout, des régions, des provinces voire de simples villages proclament leur "indépendance" ou du moins leur "autonomie" au sein de l'État, créant une situation proche de l'insurrection. Le pouvoir central va alors décider **un mouvement de répression**. L'armée s'approprie ainsi un pouvoir grandissant. C'est d'ailleurs un coup d'Etat, organisé par des partisans de la monarchie, qui met fin à la République démocratique dès janvier 1874. Commence alors le gouvernement provisoire du général Francisco Serrano, qui gouverne de manière autoritaire, sans les Cortes qui ont été dissoutes, jusqu'en décembre 1874.

★ Une seconde fois, le 14 avril 1931, la République est proclamée en Espagne, deux jours après les élections « municipales » du dimanche 12 avril... Les socialistes et les républicains pensent que le moment est venu et le 13 avril, ils décrètent l'expulsion de la monarchie. Ils sont maintenant les responsables du gouvernement du pays et forment aussitôt un Gouvernement provisoire, présidé par Niceto Alcalá Zamora.

A Barcelone, la république catalane est transformée en une « Generalitat » réintégrée au sein de l'État espagnol.

A l'évidence, la république lèse des intérêts, heurte des convictions, malmène des habitudes. Tous les adversaires permanents ou occasionnels du nouveau régime vont parvenir à se rassembler dans une opposition commune.

La misère quotidienne, qui affecte des millions d'Espagnols - paysans sans terre d'Andalousie, d'Extrémadure, de la Nouvelle-Castille - condamne au chômage les ouvriers sans qualification des banlieues industrielles pendant une grande partie de l'année.

Les deux premiers gouvernements bénéficient de la participation du PSOE. Les ministres socialistes mènent une politique de réformes sociales, notamment au moyen d'une loi de réforme agraire, appliquée cependant **de façon assez modérée**.

Mais ils ont surtout **le souci de l'ordre public** (loi de défense de la République, octobre 1931 ; loi sur l'ordre public, juillet 1932) et vont se heurter à la droite (tentative de putsch du général Sanjurjo, 1932), mais aussi aux actions de formations de gauche plus radicales.

**Des anarchistes** interviennent à plusieurs reprises : **grève de Séville** en juillet 1931, **soulèvement du district minier du Haut-Llobregat** (Catalogne) durant lequel des militants anarcho-syndicalistes (dont Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso, qui seront déportés au Sahara) proclament, le **communisme libertaire**, **soulèvements de janvier 1933 dans le Levant**, la **Rioja** et en **Andalousie**... Dans cette région, les militants insurgés à **Casas Viejas** (province de Cadix) subissent une répression féroce de la Garde civile.

**Des syndicalistes de l'UGT** subissent aussi une répression à **Castilblanco** et **Arnedo** (janvier 1932). Au cours de l'année 1933, le PSOE met fin à la collaboration avec les républicains, entraînant la chute du gouvernement Azaña.

Alejandro Leroux, un radical, forme un gouvernement plus centriste.

Après les élections générales de novembre-décembre 1933, la CEDA (Confederación Española de Derechas Autónomas), devient le premier parti des Cortes par le nombre d'élus.

Le 8 décembre 1933, **la CNT déclenche une insurrection à Saragosse**.

Au printemps 1934, inquiète de l'entrée prévisible de la CEDA au gouvernement, la direction du PSOE, assurée par Francisco Largo Caballero, suivie par le syndicat proche du parti socialiste, l'UGT, s'oriente vers une stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir. Ils travaillent davantage dans les luttes sociales, **avec les anarchistes** notamment.

Il est vrai que le chef de la CEDA, Jose Maria Gil Robles, a multiplié les gestes pouvant donner à croire qu'il souhaite établir une dictature fasciste.

**Socialistes et anarchistes multiplient les appels à la grève générale.**

Le 1<sup>er</sup> octobre 1934, Leroux fait entrer trois représentants de la CEDA dans le gouvernement. L'UGT lance un ordre de grève générale. Des insurrections d'origine socialiste ont lieu à Madrid et en Catalogne, où le président de la *Generalitat catalana*, Lluís Companys, déclare que l'Etat catalan est désormais une composante de la République Fédérale Ibérique.

En revanche, des soviets sont organisés dans la région très ouvrière des Asturies où les socialistes ont obtenu leurs meilleurs scores en 1933. **La CNT locale s'associe au mouvement**. Cette insurrection est parfois appelée la « **Commune espagnole** » ou la « **Révolution d'octobre** » puisqu'elle culmine en octobre 1934, lorsque les mineurs contrôlent un territoire de quelques 1 000 km<sup>2</sup> autour d'Oviedo et au sud de cette ville.

L'insurrection est matée dans le sang par les troupes d'Afrique commandées par Franco.

La répression ordonnée par le gouvernement est terrible (1 000 morts, 20 000 arrestations).

## Front populaire ou révolution sociale

En 1936, cependant, le prolétariat mondial n'est pas encore vaincu partout et n'a pas encore dit son dernier mot car cette année voit aussi une réunion de luttes et d'espoirs pour le mouvement ouvrier. La lutte n'est pas morte, elle est même vivace autant en France qu'en Espagne, mais elle se ressent du malaise dans lequel le mouvement ouvrier se trouve pour riposter efficacement.

En France, face à la tentative fasciste du 6 février et à l'essor des Ligues, un puissant mouvement de riposte unitaire se dégage pour barrer la route au fascisme.

En Espagne, pendant toute l'histoire de la deuxième République, même aux moments les plus durs de 1934 et 1935, les militants anarchistes et les ouvriers organisés dans la C.N.T. ne cessent d'impulser le combat ou de déclencher des mouvements à caractère insurrectionnel. La victoire électorale des partis de gauche en Espagne comme en France au cours des premiers mois de 1936, en dehors de toute autre considération, indique clairement la volonté et la détermination dont les travailleurs faisaient preuve.

Mais la réalisation de Fronts populaires, sous la direction des socialistes et des communistes, ne pouvait cependant en aucune manière (les faits ultérieurs le prouveront amplement) constituer une riposte efficace aussi bien envers les menaces fascistes que contre les dangers de guerre.

"Alliance politique" de partis en vue de la réalisation d'un programme minimum de gouvernement, ils vont constituer plutôt une tentative de canaliser la lame de fond unitaire vers des objectifs politiques et détourner les masses de la révolution sociale.

Seule l'action directe des travailleurs pouvait débloquer la situation comme le montreront les grèves sur le tas en France de juin 36, mais surtout le soulèvement populaire en Espagne comme riposte au coup d'Etat fasciste.

Vu sous cet angle, l'épisode de la révolution espagnole peut être envisagé en quelque sorte comme la bataille de la dernière chance pour sauver l'Europe et le monde d'un conflit dont le seul grand perdant sera le prolétariat.

Son enjeu dépassa donc largement, dès le départ, la seule situation ibérique et d'ailleurs, les gouvernements tant "démocratiques" que "fascistes" ne s'y tromperont pas en faisant de celle-ci le premier banc d'essai des affrontements à venir. Tout comme les "révolutionnaires" qui vinrent apporter leur soutien "actif" à la cause des travailleurs espagnols.

La guerre d'Espagne ne saurait être appréhendée comme une lune pour ou contre le fascisme, mais bien comme la dernière tentative pour le prolétariat révolutionnaire de s'opposer à la réaction en faisant la révolution sociale.

### 19 juillet 1936 : la riposte ouvrière au coup d'état fasciste.

La victoire du Front populaire espagnol aux élections législatives de février 1936 a mécontenté l'armée, dont la majorité des cadres sont hostiles au socialisme. Franco, chef suprême de l'état-major, depuis 1935, perd son poste à la suite de ces élections et est envoyé comme capitaine général aux îles Canaries.

Le 17 juillet 1936, le général Sanjurjo, l'initiateur du complot réfugié au Portugal, auquel se sont joints le général Mola, commandant en chef des armées du Maroc espagnol devenu gouverneur de Pampelune, et le général Franco, chef du commandement général des Canaries, se rendent maîtres du Maroc, des Canaries et des Baléares. Le lendemain, Franco, arrivé au Maroc, prend le commandement des forces insurgées du sud de la Péninsule, et l'insurrection militaire gagne les garnisons à travers toute l'Espagne.

Le soulèvement du 18 juillet réussit dans les capitales des provinces rurales du Léon et de Vieille- Castille... mais il est mis en échec par les ouvriers anarchistes de Barcelone, Madrid et de la plupart des villes industrielles du Nord. Inversement, dans le Sud, les zones rurales restent à gauche, mais, dans les principales villes la résistance de la classe ouvrière est réprimée dans le sang.



Barcelone le 19 juillet



Francisco Ascaso sur une barricade



Francisco Ascaso, peut avant sa mort

distribution des armes à Madrid par la CNT



Les ouvriers prennent le contrôle de Valence



Distribution d'armes prises après l'assaut d'une caserne à Madrid

Le 17 juillet, à Barcelone, les **militants de la CNT commencent à s'armer**, dans les arsenaux et les chantiers navals. Leur détermination fait basculer de leur côté la Garde civile et la Garde d'Assaut, obligeant les militaires à capituler dans cette ville qui est la deuxième du pays. Quand le gouvernement décide de donner des armes à la population, celle-ci est, de fait, déjà armée.

À Madrid, des armes sont finalement distribuées, là aussi, aux ouvriers, mais dépourvues de culasses. La population lance cependant un assaut, le 20 juillet, contre la caserne de la Montana, et s'en empare.

Madrid, Valence et **Barcelone**, malgré le soulèvement de la garnison locale, restent aux mains des républicains, grâce aux **milices ouvrières** très vite mobilisées. Au bout d'une semaine, le pays est coupé en deux zones à peu près égales : d'un côté les nationalistes, de l'autre les républicains qui conservent les régions les plus riches et les plus industrielles.

En tentant ce coup d'État, les militaires ont en fait déclenché **la révolution** dans le pays. Voyant les travailleurs armés, bien des patrons s'enfuient, ou rejoignent le camp des nationalistes. En réaction, la population ouvrière saisit les entreprises, 70 % d'entre elles en Catalogne, 50 % dans la région de Valence, et instaure un contrôle sur les autres. Les paysans collectivisent les trois quarts des terres. L'Eglise ayant choisi, sauf dans le Pays basque, le camp de Franco, ses biens deviennent propriété du peuple, les couvents deviennent des réfectoires pour les miliciens, des écoles, des salles de bal, etc.

**Les autorités légales ont perdu tout pouvoir**, ne disposent plus d'aucune force de police, d'armée ou de justice. La CNT et le prolétariat mettent en place les organes d'une nouvelle gestion de la société, organisent des milices pour combattre les nationalistes, réorganisent les transports, l'approvisionnement des villes, transforment des usines pour les besoins de la guerre.

Les rebelles demandent alors de l'aide à l'étranger. Hitler et Mussolini décident de fournir des avions de transport de troupes afin de permettre le rapatriement à Séville des troupes du Maroc. Cinquante mille hommes sont amenés en Espagne en dix jours et le coup d'État manqué se transforme en guerre civile sanglante.

La République, en revanche, ne reçoit pratiquement aucune aide lorsqu'elle se tourne vers les puissances démocratiques. Le pacte de « non-intervention », signé le 28 août 1936, éloigne toute aide de la France ou de l'Angleterre, alors que les nazis et les fascistes italiens, signataires de l'accord, ont déjà commencé à le bafouer.

De Barcelone et de Valence vont alors partir des colonnes de miliciens anarchistes de la CNT et de la FAI afin de libérer les zones détenues par les nationalistes (Aragon) et pour défendre Madrid, la capitale...

### **La colonne Durruti (extrait d'une lettre de K. Einstein)**

*Notre colonne a appris la mort de Durruti dans la nuit.*

*On parla peu. Sacrifier sa vie va de soi pour les camarades de Durruti.*

*Quelqu'un dit à mi-voix « C'était le meilleur de nous tous ».*

*D'autres crièrent dans la nuit « Nous le vengerons ». La consigne du lendemain fut « Venganza » (vengeance).*

*Durruti, cet homme extraordinairement objectif et précis, ne parlait jamais de lui, de sa personne. Il avait banni de la grammaire le mot « moi », ce terme préhistoire.*

*Dans la colonne Durruti, on ne connaît que la syntaxe collective... Le camarade Durruti vivait à des années-lumière de toute cette vanité des vedettes de gauche. Il vivait avec les camarades, il luttait en compagnon....*

*Nous n'avions pas de général ; mais la passion du combat, la profonde humilité face à la Cause, la Révolution...*

*Nous entendrons toujours sa voix : **Adelante, adelante !***

*Durruti n'était pas un général, il était notre camarade... Cette colonne anarcho-syndicaliste est née au sein de la Révolution... Guerre et Révolution ne font qu'un pour nous. La Colonne Durruti se compose de travailleurs, des prolétaires venus des usines et des villages. Les ouvriers d'usine catalans sont partis en guerre avec Durruti, les camarades de la province les ont rejoints. Les agriculteurs et les petits paysans ont abandonné leurs villages, torturés et avilis par les fascistes...*

*La Colonne Durruti ... était née dans les quartiers ouvriers de Barcelone, aujourd'hui elle comprend toutes les couches révolutionnaires de Catalogne et d'Aragon, des villes et des campagnes. Les camarades de la Colonne Durruti sont des militants de la CNT-FAI.*

*Nombre d'entre-eux ont payé de peines de prison pour leurs convictions. Les jeunes se sont connus aux « **Juventudes Libertarias** ». Les ouvriers agricoles et les petits paysans qui nous ont rejoints ... ne combattent pas pour leur hameau ni pour leurs biens, ils se battent pour la liberté de tous...*

*La Colonne n'est organisée ni militairement ni de façon bureaucratique. Elle a émergé de façon organique du mouvement syndicaliste. C'est une association social-révolutionnaire, ce n'est pas une troupe. Nous formons une association des prolétaires asservis et qui se bat pour la liberté de tous... Les fondements de la Colonne sont la camaraderie et l'autodiscipline. Le but de leur action est le communisme, rien d'autre.*

*Tous, nous haïssons la guerre, mais tous nous la considérons comme un moyen révolutionnaire... La guerre, cette idiotie complètement dépassée, ne se justifie que par la Révolution sociale. Nous ne luttons pas en tant que soldats, mais en tant que libérateurs.*

*Nous avançons et prenons d'assaut, non pour conquérir de la propriété mais pour libérer tous ceux qui sont réprimés par les capitalistes et les fascistes.*

*Nous sommes des communistes syndicalistes... Chaque camarade possède les mêmes droits et remplit les mêmes tâches. Il n'y en a pas un au-dessus de l'autre... Les techniciens militaires conseillent, mais ne commandent pas.*

*La Colonne est forte, c'est un facteur important du front, car elle est constituée d'hommes qui ne poursuivent qu'un seul but depuis longtemps, le communisme, parce qu'elle se compose de camarades organisés syndicalement depuis longtemps et travaillant de façon révolutionnaire.*

*Les camarades savent qu'ils luttent cette fois-ci pour la classe laborieuse, non pour une minorité capitaliste... Cette conviction impose à tous une autodiscipline sévère.*

*Le milicien n'obéit pas, il poursuit avec tous ses camarades la réalisation de son idéal, d'une nécessité sociale.*

*Les soldats fascistes se battent pour une minorité en voie de disparition... Le milicien pour l'avenir de sa propre classe. Le milicien est donc plus intelligent que le soldat. C'est un idéal et non la parade au pas de l'oie qui règle la discipline de la Colonne Durruti.*

*Lorsque la Colonne entre dans une zone, on collectivise. La terre est donnée à la communauté, les prolétaires agricoles, d'esclaves des caciques qu'ils étaient, se métamorphosent en hommes libres. On passe du féodalisme agraire au libre communisme...*

*Quand la Colonne fait halte dans un village, elle forme une communauté avec la population... Cela s'appelle prolétariat au travail et en lutte... Les milices sont les représentantes de la lutte de classes. La Révolution impose à la Colonne une discipline plus sévère que ne le pourrait n'importe quelle **militarisation**. Chacun se sent responsable du succès de la Révolution sociale.*



*Nous ne nions pas notre vieil **antimilitarisme**, notre saine méfiance contre le schématisme militaire qui n'a apporté jusqu'ici des avantages qu'aux capitalistes... Finalement, et en dernier lieu, **nous luttons contre les généraux mutins**...*

*Le fétichisme du commandement, la fabrication de vedettes, laissons cela aux fascistes. Nous restons des prolétaires en armes, qui se soumettent volontairement à une discipline fonctionnelle... La Colonne incarne l'esprit de Durruti et celui de la CNT-FAI.*

*Durruti continue à vivre dans notre Colonne.*

*Elle garantit son héritage dans la fidélité. La Colonne lutte avec tous les prolétaires pour la victoire de la Révolution.*

*Honneur à notre camarade tombé au combat.*

*Honneur à Durruti.*

Carl Einstein (22 novembre 1936)

### **Les collectivisations en Espagne 1936 / 1939 l'oeuvre constructive de la guerre d'Espagne**

La rébellion militaire du 19 juillet 1936 a eu des conséquences profondes pour la vie économique de l'Espagne. La lutte contre le clan cléric-économique n'a été possible qu'avec l'aide de la classe ouvrière.

Livrée à ses seules forces, **la bourgeoisie républicaine** aurait été écrasée. Aussi **a-t-elle dû** se placer aux côtés du prolétariat.

La petite bourgeoisie dû s'allier aux syndicalistes et aux anarchistes. Cette alliance ne pouvait se limiter au terrain politique. Les syndicalistes et les anarchistes avaient fait de **mauvaises expériences avec la république bourgeoise**. Il fallait s'attendre à la mise sur pied d'un changement du système économique. Les anarchistes ne pouvaient, en effet, continuer à tolérer l'exploitation économique, base de l'oppression politique.

La grève générale, déclenchée par la classe ouvrière, mesure de défense contre la rébellion, paralysa pendant huit jours toute la vie économique. Dès que la rébellion fut brisée, les organisations ouvrières décidèrent de mettre fin à la grève. Les syndiqués de la C.N.T. à Barcelone, furent convaincus que la reprise du travail ne pouvait pas se faire aux mêmes conditions qu'auparavant. La grève générale ne fut pas une grève qui avait pour but la défense ou l'amélioration des salaires. Les travailleurs ne devaient pas seulement reprendre leur place à l'établi, sur la locomotive, le tramway ou dans les bureaux. Ils devaient se charger aussi de la direction générale des fabriques, des ateliers, des entreprises, etc. En d'autres mots, la direction de l'industrie et de toute la vie économique incombait désormais aux ouvriers et aux employés dans tous les secteurs de l'économie du pays.

**Le pouvoir, militaire, policier et public de l'Etat capitaliste devait être brisé** pour laisser la voie libre à l'établissement de nouvelles formes sociales. Si l'on considère la succession des événements à Barcelone, et dans beaucoup d'autres localités de Catalogne et d'Espagne, on constate que la réalité se rapproche fortement de ces théories. Les pouvoirs publics passèrent aux mains des anarcho-syndicalistes et des partis politiques de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie.

Sur le terrain économique, les syndicats agirent seuls.

Après le 19 juillet 1936, les syndicats de la C.N.T. se chargèrent de la production et du ravitaillement. Les syndicats s'efforcèrent d'abord de résoudre la question la plus urgente : celle d'assurer le ravitaillement de la population. Dans chaque quartier, des cuisines furent installées dans les locaux des syndicats.

Des comités de ravitaillement (Comités de Abastos) s'occupèrent de chercher les vivres aux dépôts centraux de la ville ou à la campagne... Chaque membre des syndicats, les femmes et les enfants des miliciens et aussi la population en général, tous furent nourris gratuitement. Pendant les journées de grève, les ouvriers ne reçurent aucun salaire.

Le Comité des milices antifascistes décida de verser aux ouvriers et employés la somme correspondant à ce qu'ils auraient touché s'ils avaient travaillé pendant ces journées. Cette vie économique sans circulation de numéraire dura deux semaines. Quand le travail recommença et que la vie économique reprit son cours, la circulation monétaire recommença. La première phase de la collectivisation débuta quand les travailleurs prirent à leur charge l'exploitation des entreprises. Dans chaque atelier, fabrique, bureau, magasin de vente, des délégués syndicaux furent nommés qui s'occupèrent de la direction.

Souvent, ces nouveaux dirigeants n'avaient pas de préparation théorique et peu de connaissances en économie nationale. Cependant, ils avaient une connaissance profonde de leurs besoins personnels et des nécessités du moment. La question des salaires, des prix, de la production, de la relation de ces facteurs entre-eux, ne fut jamais étudiée par eux d'une façon scientifique. Ils n'étaient ni marxistes, ni proudhoniens. Mais ils connaissaient leur métier et le processus de production de leur industrie et savaient conseiller.

De cette façon s'effectua dans la plupart des entreprises, la direction de la production par les ouvriers. Les patrons furent jetés sur le pavé pour autant qu'ils s'opposaient à la nouvelle gestion économique. Ils furent admis comme travailleurs s'ils acceptaient le nouvel état de choses.

Au bout d'un temps assez court, les matières premières vinrent à manquer. Les premiers jours après la Révolution les matières premières furent réquisitionnées. Ensuite les travailleurs durent les payer et faire entrer en ligne de compte ces nouvelles dépenses...



Les changements constituèrent une légitime amélioration sur la situation antérieure, car cette fois-ci les ouvriers récoltaient réellement les fruits de leur labeur. Mais cette amélioration, ce statut économique n'était ni socialiste, ni communiste. Un capitalisme était remplacé par une sorte de capitalisme collectif.

La collectivisation ne pouvait s'arrêter à cette phase. Les syndicats décidèrent de s'occuper eux-mêmes du contrôle des entreprises. Les Syndicats d'entreprise se transformèrent en entreprises industrielles. Le Syndicat du bâtiment de Barcelone se Chargea de l'exécution des travaux des différentes entreprises en bâtiment de la ville. Les salons de coiffure furent collectivisés.

A la Fédération locale des syndicats de Barcelone (C.N.T.), on discuta la création d'un comité de liaison.

La Compagnie des autobus de Barcelone, entreprise rentable administrée par les ouvriers, eut des excédents de recettes. Une partie de ces excédents fut versée à un fonds de réserve pour l'achat de matériel à l'étranger. Une autre partie fut destinée à soutenir la compagnie des tramways dont le rendement financier est inférieur à celui de la Compagnie des autobus.

Lorsque l'essence devint rare, 4000 conducteurs de taxis furent au chômage. Leur salaire fut tout de même payé par le syndicat. Ce fut une lourde charge pour le syndicat des transports. Il dut demander une aide aux deux autres syndicats et à la commune de Barcelone... Le processus de collectivisation ne pouvait s'arrêter à ce degré.

### **Les syndicalistes réclament la socialisation.**

Mais socialisation ne signifie pas pour eux nationalisation, c'est à dire une « direction » de l'économie par l'Etat.

La concentration dans le cadre de la Fédération locale se transforma en une sorte d'entreprise économique communale. Il s'agit d'une socialisation par « en bas », ou des activités ouvrières dans le cadre de la commune. Sans organisation des travailleurs, il n'y a pas de socialisation. Non seulement en Catalogne, mais aussi dans toutes les parties de l'Espagne, les traditions du collectivisme avaient des racines.

Les organisations syndicales et les groupes anarchistes se placèrent à la tête de ce mouvement pour la collectivisation. Ils restèrent fidèles à leur tradition.

La C.N.T., en congrès à Madrid en juin 1931, déclara au sujet des travailleurs de la campagne :

**« Le congrès déclare que la socialisation du sol et de tous les moyens et instruments concernant la production agricole et la mise en valeur des terres, leur utilisation et leur exploitation par les syndicats agricoles unissant les producteurs est une condition primordiale pour l'organisation d'une économie qui assurera à la collectivité ouvrière le produit intégral et le bénéfice de son travail. »**

Les décisions prises par ce congrès indiquent clairement la voie qu'en juillet et août 1936 les travailleurs de la campagne devaient suivre. La collectivisation du sol prit en Espagne d'autres formes qu'en Russie.

La propriété agricole, dans le cadre d'une commune, fut collectivisée pour autant qu'elle appartenait auparavant à un grand propriétaire foncier... Le sol et la propriété étaient travaillés en commun par les travailleurs de la campagne, tous les produits étaient livrés au syndicat qui versait les salaires et vendait la production.

En Catalogne, le but fut d'organiser et unifier l'ensemble du ravitaillement de façon à ce que chaque localité soit servie suivant ses besoins. Un prix unique fut établi par les communes collectivisées, les syndicats de pêcheurs et d'autres branches de l'alimentation, en accord avec l'offre du ravitaillement. Le but de cette politique économique était d'éviter l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

Dans les banques, il n'y eut pas de collectivisations. Dans cette branche, les employés étaient faiblement organisés. Ces derniers étaient syndiqués à l'U.G.T plutôt qu'à la C.N.T.

L'U.G.T, socialiste, avait en effet d'autres traditions. Social-démocrate, cette organisation voulait l'étatisation. La socialisation devait, selon cette doctrine, être appliquée par l'état au moyen de décrets. Le gouvernement ne décréta pas la collectivisation des banques. Les employés de banque ne surent pas ce qu'ils devaient faire : ainsi les banques ne furent pas collectivisées.

La réquisition des biens des banques aurait permis une répartition centrale, unique des moyens financiers et l'établissement d'un plan financier...

Après sept mois de collectivisation, les syndicats, à la lumière de leurs expériences, constatèrent qu'il était nécessaire de coordonner toutes les entreprises collectivisées des différentes industries. Ils se basèrent donc sur les expériences faites.

Le sommet de la collectivisation repose sur un fondement solide, qui a pour base le syndicat d'industrie, ses sections de métier dans les entreprises et les ateliers mêmes. Voilà ce qui a fait la force de la collectivisation en Espagne.

Si en Russie, pendant les premiers temps de la révolution, les magasins étaient fermés, Il n'en fut pas ainsi dans l'Espagne révolutionnaire, car le grand commerce passa dans les mains des syndicats.

Le petit commerce reçut ses marchandises du syndicat. Ses prix furent fixés d'une façon générale. Le commerce intérieur organisé fut contrôlé. A la tête du monopole de ravitaillement se trouve la « Consejeria de abastos » ...

## **1937 : l'offensive communiste est lancée contre la liberté d'expression.**

La censure devient de plus en plus importante, y compris la censure politique. Un meeting CNT-POUM est interdit le 26 février 1937 à Tarragona. Le 26 mars 1937, les libertaires s'opposent à un décret qui dissout les patrouilles de contrôle, qui interdit le port d'armes par les civils et l'affiliation politique ou syndicale des gardes et des officiers de police, et qui dissout les conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui équivalait à la liquidation du pouvoir réel de la Confédération, élément moteur des milices, maîtresse de la rue et des usines.

De fait, les patrouilles de contrôle ne rendent pas leurs armes, au contraire, les militants sortent dans la rue et désarment les forces de police régulières, qui résistent, des coups de feu sont échangés.

La crise sera résolue par la formation d'un nouveau gouvernement, identique au précédent.

La **provocation du 3 mai 1937** fut donc l'aboutissement d'une longue série d'escarmouches dont l'objectif était, pour les staliniens, la liquidation de la révolution sociale, la liquidation des libertaires comme force hégémonique dans la classe ouvrière catalane, la restauration du pouvoir de la bourgeoisie dûment « drivée » par les conseillers techniques du GPU.

Le lundi 3 mai 1937 la police communiste tente d'investir le central téléphonique de Barcelone, qui est sous contrôle CNT-UGT. La majorité des employés est à la CNT. Les miliciens présents se saisissent de leurs armes et résistent violemment, avec succès. Une heure plus tard, les miliciens de la FAI et des membres des patrouilles de contrôle arrivent en renfort.

Les usines s'arrêtent. Les armes sortent des cachettes. Les barricades s'élèvent. L'insurrection s'étend à toute la ville.

Le gouvernement - avec ses représentants anarchistes - est en fait assiégé par la force populaire. Il s'agit d'une authentique riposte spontanée à une provocation stalinienne. Le comité régional de la CNT et de la FAI se contente d'exiger la destitution de Rodriguez Sala, communiste, commissaire à l'ordre public de Barcelone. Comme si Sala pouvait être seul responsable, en dehors des forces qui se trouvaient derrière lui.

Comme le 19 juillet 1936 lorsque les fascistes ont tenté de prendre le pouvoir, ce sont, à la base, les comités de défense confédéraux CNT-FAI qui organisèrent la contre-offensive populaire, mais cette fois contre l'avis de la direction de la CNT.

Le lendemain, mardi 4 mai, la bataille fait rage toute la journée. La rapidité de la réaction des miliciens de la CNT-FAI et, à plus petite échelle, du POUM, contre la police a été stupéfiante, autant qu'a été terrible l'acharnement de la police noyautée par les communistes. **Cette crise révèle un conflit aigu à l'intérieur même du camp républicain.**

Pendant que les prolétaires se battent dans la rue **contre la réaction intérieure au camp républicain**, les états-majors marchandent : il faut former un nouveau gouvernement. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT appellent à cesser le feu. Les ministres anarchistes du gouvernement central appuient cette initiative, mais Companys, président de la généralité, refuse de renvoyer Rodriguez Sala.

Les affrontements représentaient pourtant un authentique combat de classe, le projet des communistes étant de rétablir tous les attributs de l'ordre bourgeois : propriété privée, pouvoir centralisé, police, hiérarchie.

L'objectif des affrontements se résumait dans l'alternative : **poursuite de la révolution sociale ou restauration de l'État bourgeois.**

Dans la nuit du 4 au 5 mai, les marchandages au palais de la Generalitat continuent. Les communistes veulent grignoter un peu plus de pouvoir aux comités ouvriers et doivent affronter les travailleurs en armes. Leur objectif : écraser définitivement la révolution.

Companys exige comme préalable à tout accord que les travailleurs se retirent de la rue. Le lendemain, mercredi 5 mai, la bataille est plus violente encore que la veille. La Gare de France, occupée par les anarchistes, est prise par la garde civile... Les employés de la centrale téléphonique se rendent aux gardes d'assaut.

Le gouvernement catalan démissionne. Les divisions anarchistes du front proposent de venir à Barcelone, mais le comité régional de la CNT leur répond qu'on n'a pas besoin d'elles... Le soir, de nouveaux appels demandent aux ouvriers de quitter les barricades et de rentrer chez eux. Le mécontentement grandit dans les rangs de la CNT-FAI.

Le 5 mai aura été le point culminant de la bataille. Le matin, le gouvernement est démissionnaire, le soir il se reforme.

Berneri, une des figures de l'opposition révolutionnaire, est assassiné par les communistes, ainsi qu'un autre militant anarchiste italien, Barbieri. Le matin du 6 mai, on constate un certain flottement chez les combattants, déçus et désorientés par l'attitude de la direction régionale de la CNT.

4 - 7 mai 1937 des barricades dans Barcelone, sur les Ramblas,...



Bientôt les barricades abandonnées sont réoccupées. La direction de la CNT renouvelle ses appels au calme. La lutte est terminée mais personne ne retourne au travail, les combattants restent sur place. Dans la nuit du 6 au 7 mai, les dirigeants de la CNT-FAI réitérent leurs propositions : retrait des barricades, libération des prisonniers et des otages. Le matin du 7, le gouvernement accepte les propositions de cessez-le-feu.

L'échec du mouvement insurrectionnel marquera le début d'une régression terrible des acquis des premiers mois de la révolution. L'emprise du stalinisme, s'appuyant sur les couches sociales les plus hostiles à la révolution dans le camp républicain, s'affirmera.

Les assassinats de militants révolutionnaires par les staliniens redoubleront.

Dès l'été 1937, les troupes du communiste Lister entreront en Aragon pour tenter de liquider par la terreur les collectivités agricoles libertaires et les remettre aux anciens propriétaires.

L'adhésion des masses paysannes aux collectivisations était telle que la tentative de Lister se heurta à un échec cuisant.

Par la suite, le Parti communiste allait s'appuyer sur une petite bourgeoisie espagnole, suffisamment puissante et influente afin d'assurer, au détriment de la Révolution sociale, la restauration de l'Etat.

La révolution prolétarienne en Espagne a dû faire face à des adversaires redoutables. Les libertaires espagnols ont dû affronter à la fois **les fascistes, les staliniens et les républicains.**

La révolution espagnole se déroule dans une période de montée en puissance de forces réactionnaires : le nazisme en Allemagne et le fascisme mussolinien qui ont soutenu sans réserve de leurs armes le fascisme espagnol.

Parmi ces forces réactionnaires figurait le stalinisme, dont les marxistes révolutionnaires qui accusaient la CNT de tous les maux sont au moins intellectuellement responsables. Si les libertaires l'avaient décidé, ils auraient pu aisément dégager les communistes en mai 37, et le Comité régional, dans une certaine mesure, avait raison de dire qu'il n'avait pas besoin de dégarnir les divisions anarchistes du front pour cela... Les miliciens de Barcelone et de la région, les ouvriers insurgés, les comités de défense des faubourgs auraient largement suffi à la tâche.

Les anarchistes ont été les seuls à avoir joué honnêtement le jeu de l'antifascisme. Ils étaient les seuls authentiques antifascistes. Ils étaient les seuls dont l'objectif prioritaire réel était la liquidation du fascisme en Espagne sans conditionner au préalable cet objectif à leur monopole du pouvoir.



Juillet 1937 : la CNT dénonce les assassinats staliniens

Au nom de l'unité antifasciste, la CNT, majoritaire en Catalogne, a accepté dans tous les organes de décision une représentation infiniment moindre que celle correspondant à ses effectifs réels, en gage de sa bonne foi...

Les libertaires ont fait, tragiquement et à leurs dépens, la preuve que l'antifascisme sans la révolution sociale n'a aucun sens. Ils ont démontré que la liquidation du fascisme ne peut pas se faire avec l'alliance avec un autre fascisme le stalinisme, ni avec la bourgeoisie républicaine.

### 1939 : la retirada ...Quand l'Espagne « noire & rouge » passait la frontière



Affiche de la CNT-FAI



miliciens anarchistes Barcelone 36



... sur la route de l'exil

En 1938, à l'avant-veille de la seconde guerre mondiale, le dictateur Franco obtient des pouvoirs accrus en Espagne.

Les combats, dans le pays, tournent à l'avantage des troupes franquistes sur quasiment tous les fronts. Signalons que la « militarisation » des milices par la volonté « républicaine » des dirigeants communistes va entraîner une perte d'efficacité certaine, efficacité liée à l'élan révolutionnaire qui accompagne, à l'intérieur d'une guerre civile, le camp qui se bat pour accomplir son destin : en finir avec l'exploitation de l'Homme par l'Homme et l'aliénation étatique.

Ainsi à la fin de l'année « la messe est dite ». Dès le début janvier 1939, les premiers exilés fuient le pays.

En deux semaines seulement, 100 000 réfugiés vont passer le col d'Arès, à Prats de Mollo. Tous les points de passage sont concernés. Le col du Perthus, la route de Cerbère voient passer les foules.

Ces exilés représentent en grande majorité des **militant-e-s de la cause révolutionnaire et libertaire et leurs familles** car c'est ce camp qui était largement majoritaire de l'autre côté de la frontière !

Parler « d'exode républicain » représente à n'en pas douter une catégorisation de l'Histoire tendant à faciliter le travail des chercheurs, mais en revanche c'est dans une certaine mesure une falsification des représentations catégorielles réelles de l'exil.

#### Les passages par la frontière

◆ Arrivés, dès le 27 janvier 1939 par le col d'Arès, les premiers réfugiés sont stoppés à **Prats de Mollo** où ils s'installeront comme ils pourront dans la ville. A partir de cette date le mouvement ne va jamais cesser de s'accélérer...

◆ Le 29, des convois partent en direction du **camp de triage du Boulou**.

◆ Le 31 janvier, le ministre de l'intérieur se rend à Prats de Mollo pour assister à cet exode.

Pour accueillir ces réfugiés, quatre camps de concentration sont construits à la hâte dans la vallée du Tech. Les abris sont faits de branches et de feuilles.... Il est nécessaire d'acheminer en urgence 30 tonnes de nourriture par jour pour faire survivre cette marée humaine.

**35000 réfugiés sont toujours internés dans les camps de Prats de Mollo.**

◆ Le 13 février la frontière est officiellement fermée, gardée par les soldats de Franco.

La vague de froid qui s'abat sur le pays va rendre les conditions d'internement insoutenables...

Ces camps seront définitivement fermés fin mars, mais cet hiver fut considéré comme un calvaire par ces espagnols fuyant Franco.

Par ailleurs, **Cerbère** a vu arriver une masse considérable d'espagnols en janvier 39.





**Arrivée sur Cerbère**

Franchissant la frontière, ils furent internés de la même manière dans des camps créés de toutes pièces : Argelès-sur-mer et ailleurs... Là, ils durent subir les affres des épidémies. **250 000 réfugiés** passeront par ce camps d'Argelès durant l'hiver 1939.



La plage d'Argelès

◆ Rien qu'au mois de mars 1939, c'est pas moins de **77 000 personnes** qui furent internés à Argelès. Un autre camp fut ouvert à Saint Cyprien, il accueillit **90 000 personnes**.

◆ A **St Laurent de Cerdans**, autre lieu de passage, **70 000 réfugiés** arrivèrent au village. 5 000 ont purent être logés sur place, en particulier dans une fabrique de sandales transformée en dortoir.

Les camps de Rivesaltes (Joffre) et de Leucate accueillirent des dizaines de milliers de réfugiés!

Au total, en quinze jours seulement, c'est plus de **450 000 personnes** qui arrivent dans le département.



Le camp de Saint Cyprien



Le camp de Rivesaltes



Le camp de Leucate / Port la nouvelle

450 000 combattantes et combattants contre le franquisme qui rejoindront la lutte contre le fascisme international, Des combattantes et combattants qui luttèrent de l'autre côté de la frontière pour construire une société **sans Etat, sans exploitation et sans aliénation** !

Ces Femmes et ces Hommes qui écrivirent une page de l'Histoire de la lutte contre le capitalisme et contre les trahisons des gouvernants (tous les gouvernants), ces Femmes et ces Hommes qui parvinrent à transformer un temps l'UTOPIE en REALITE, ces Femmes et ces Hommes méritent le respect de toutes et tous.

Il n'étaient pas « républicains » mais révolutionnaires, anarchistes, anarcho-syndicalistes, libertaires, fédéralistes, autogestionnaires...

Il n'est pas bon de « réviser » l'histoire, il n'est jamais bon de travestir le sens. Il est même inconséquent de circonvenir la lutte des ces êtres épris de justice sociale, de liberté individuelle et collective, de solidarité et d'entraide au champ étriqué de la défense de la « République ».

**Hier c'était déjà ...aujourd'hui !  
Aujourd'hui c'est ...toujours hier !**

**du 19 au 21 février 2009 à la librairie *Infos***  
2, rue Théodore Guiter (près de la place des Poilus)  
à PERPIGNAN

15 à 19H - Exposition de photos sur la Retirada

**Vendredi 20**

20H - débat autour de la Révolution espagnole

**Samedi 21**

15H - film & débat en présence d'acteurs de la période

Groupe Puig Antich de la Coordination des Groupe Anarchistes  
[antich@wanadoo.fr](mailto:antich@wanadoo.fr)